



## CONVENTION DE COMMUNICATION DE DONNÉES

entre

L'Agence Régionale pour la Propreté, « Bruxelles Propreté »

et

la Direction générale Mobilité et Sécurité routière  
du Service public fédéral (SPF) Mobilité et Transports

0247.347.282

### 1. CADRE ET OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les règles de la communication de données extraites du fichier de la DIV à L'Agence Régionale pour la Propreté « Bruxelles-Propreté » à l'appui de l'autorisation n° 29/2012 du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF) institué au sein de la Commission de la Protection de la Vie Privée (CPVP) et portant sur la surveillance des flux électroniques des données.

### 2. LES RESPONSABLES DU TRAITEMENT

Au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, les responsables du traitement sont :

- a) La Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports (n° d'entreprise 0308357852), dont le siège est situé City Atrium, rue du Progrès 56 à 1210 Bruxelles (Saint-Josse-ten-Noode) et représentée par Monsieur Jean-Paul GAILLY, Directeur général Mobilité et Sécurité routière. La DIV agit comme responsable du traitement en tant, notamment, qu'administration publique qui collecte et communique des données de son répertoire matricule des véhicules.
- b) L'Agence Régionale pour la Propreté, « Bruxelles-Propreté », Organisme d'Intérêt Public, dont le siège est établi à 1150 WOLUWE SAINT PIERRE, Avenue de Broqueville 12, représentée par Monsieur Vincent Jumeau, Directeur Général, agissant au nom de Bruxelles-Propreté.

DIV et l'Agence Régionale Pour la Propreté agissent par conséquent en qualité de responsables du traitement en tant qu'organismes qui déterminent les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel (§ 4, article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée).

### 3. FOURNISSEUR ET DESTINATAIRE DES DONNÉES

Le fournisseur des données est la DIV, mieux identifiée au point 2.a ci-avant et le destinataire des données est Bruxelles-Propreté, mieux identifié(e) au point 2.b ci-avant et désigné(e) ci-après en cette qualité de « destinataire ».

#### **4. OBJECTIF(S) AVALISÉ(S) PAR LE COMITÉ SECTORIEL POUR L'AUTORITÉ FÉDÉRALE (CSAF)**

Sous réserve des conditions éventuelles mentionnées dans l'autorisation du CSAF, les objectifs du destinataire permis par le CSAF pour l'utilisation des données de la DIV sont les suivants :

a) Verbalisation et poursuite des personnes se livrant à des infractions en matière de déchets en Région de Bruxelles-Capitale au sens des Ordonnances du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement et du 14 juin 2012 relative aux déchets

Tout autre objectif n'ayant pas reçu l'agrément formel du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ne pourra être légitimement utilisé.

#### **5. DONNÉES COMMUNIQUÉES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION**

Voir, en annexe, et l'autorisation AF29/2012, datée du 12.12..2012, provenant du CSAF institué au sein de la CPVP et le Web Services figurant sur le site du SPF Mobilité et Transports, à savoir [www.mobilit.fgov.be](http://www.mobilit.fgov.be) > DIV > Communication de données à des tiers.

#### **6. LA SOUS-TRAITANCE**

- a) Lorsque le traitement est confié à un sous-traitant, par exemple un service ICT, le responsable du traitement ou, le cas échéant, son représentant en Belgique, doit :
- 1 ° choisir un sous-traitant qui apporte des garanties suffisantes au regard des mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements;
  - 2 ° veiller au respect de ces mesures notamment par la stipulation de mentions contractuelles;
  - 3 ° fixer dans le contrat la responsabilité du sous-traitant à l'égard du responsable du traitement;
  - 4 ° convenir avec le sous-traitant que celui-ci n'agit que sur la seule instruction du responsable du traitement et est tenu par les mêmes obligations que celles auxquelles le responsable du traitement est tenu en application des dispositions du point c ci-après;
  - 5 ° consigner par écrit ou sur un support électronique les éléments du contrat visés aux 3 ° et 4 ° relatifs à la protection des données et les exigences portant sur les mesures visées aux dispositions du point c ci-après.
- b) Si le destinataire choisit un sous-traitant, un contrat de sous-traitance doit donc être conclu entre eux et une copie de ce document sera transmise au fournisseur (la DIV) ; ce contrat fera partie intégrante de la présente convention. Le sous-traitant choisit par le destinataire respectera en tous points les termes de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.
- c) Toute personne agissant sous l'autorité du responsable du traitement ou de celle du sous-traitant, ainsi que le sous-traitant lui-même, qui accède à des données à caractère personnel, ne peut les traiter que sur instruction du responsable du traitement, sauf en cas d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.

- d) En l'absence d'instructions de la part du responsable du traitement et en dehors d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, le sous-traitant s'abstiendra de traiter des données à caractère personnel et ne prendra aucune initiative en la matière.
- e) Toute modification substantielle apportée par le destinataire aux mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements doit être signalée au fournisseur (la DIV), comme, par exemple et non exhaustivement, un changement de matériel informatique ou un changement de sous-traitant.

## 7. RESTRICTIONS ÉVENTUELLES

Aux conditions prévues par les articles 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, la personne concernée par le traitement de ses données à caractère personnel peut exercer son droit de regard sur ces données ainsi que son droit de rectification de celles-ci. A ces mêmes conditions, elle peut également exercer son droit de suppression ou d'interdiction de l'utilisation desdites données à caractère personnel qui, compte tenu du but du traitement, sont incomplètes ou non pertinentes ou dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui ont été conservées au-delà de la période autorisée.

En pratique, moyennant la preuve de l'identité de la personne concernée et sur base d'une demande datée et signée de sa part, celle-ci peut obtenir, sans frais, auprès du destinataire (dont l'adresse est mentionnée au point 2.b de la présente convention) la communication des données la concernant ainsi que la rectification de ces données si celles-ci se révèlent incomplètes, incorrectes ou excessives. Cette même demande peut être effectuée par courrier électronique à l'adresse suivante : « [alain.martens@netbrussel.be](mailto:alain.martens@netbrussel.be) »

Le destinataire, en cette qualité, doit fournir à la personne concernée au moins les informations suivantes, sauf si cette dernière en est déjà informée :

- a) Les coordonnées complètes du siège administratif du destinataire et, le cas échéant, le nom et l'adresse de son représentant.
- b) Les finalités du traitement.
- c) L'existence d'un droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement des données à caractère personnel la concernant envisagé à des fins de *direct marketing* ; dans ce cas, la personne concernée doit être informée avant que des données à caractère personnel ne soient pour la première fois communiquées à des tiers ou utilisées pour le compte de tiers à des fins de *direct marketing*.
- d) D'autres informations supplémentaires, notamment :
  - les catégories de données concernées ;
  - les destinataires ou les catégories de destinataires ;
  - l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données la concernant ;sauf dans la mesure où, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles les données sont traitées, ces informations supplémentaires ne sont pas nécessaires pour assurer à l'égard de la personne concernée un traitement loyal des données.
- e) L'existence du présent protocole d'accord.

Le Registre public des traitements de données à caractère personnel peut être consulté auprès de la Commission de Protection de la Vie Privée (CPVP), rue Haute 139 à 1000 Bruxelles.

## 8. BASES NORMATIVES

### a) Pour la DIV :

- Loi du 16 mars 1968 relative à la Police de la Circulation routière.
- l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ainsi que son répertoire-matricule créé en vertu de cet arrêté royal.

### b) Pour le destinataire :

- Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement
- Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets

## 9. CONDITIONS DE L'ACCORD

a) En signant le présent accord, chacune des parties s'engage à respecter les conditions et modalités décrites dans l'accord et dans ses annexes éventuelles, notamment la durée de conservation des données à caractère personnel reçues de la DIV qui ne peut excéder celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.

b) Une demande qui fixe le cadre et l'objet d'un traitement de données à caractère personnel doit être préalablement adressée au Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF). Celui-ci, avant d'octroyer son autorisation, vérifie si la communication de données envisagée est conforme aux dispositions légales et réglementaires. A cette condition seulement, la DIV pourra conclure une convention avec le demandeur visant à la communication de données. L'autorisation du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ainsi que ses conditions éventuelles feront partie intégrante de la convention projetée sous forme d'une annexe écrite.

La DIV se réserve le droit de requérir confirmation de cette autorisation directement auprès dudit comité sectoriel avant toute mise en œuvre de la convention sollicitée.

Cette disposition constitue une condition sine qua non à la conclusion d'une convention de communication de données à caractère personnel entre le fournisseur qu'est la DIV et un destinataire potentiel.

## 10. MODIFICATIONS DE L'ACCORD

Toute modification apportée au texte et au principe du présent accord fera obligatoirement partie intégrante d'un nouvel accord écrit, approuvé et signé par les deux parties.

## 11. POINTS DE CONTACT

a) Pour le destinataire : [alain.martens@netbrussel.be](mailto:alain.martens@netbrussel.be); [amandine.stevens@arp-gan.be](mailto:amandine.stevens@arp-gan.be); [anais.dujardin@arp-gan.be](mailto:anais.dujardin@arp-gan.be);

b) Pour la DIV : [help.div@mobilite.fgov.be](mailto:help.div@mobilite.fgov.be)

c) Pour ICT: [parking.div@mobilite.fgov.be](mailto:parking.div@mobilite.fgov.be)

## 12. UTILISATION ET SÉCURISATION DES DONNÉES

- a) Le destinataire a l'obligation de prendre toutes précautions nécessaires afin de garantir la sécurité des données reçues et en est responsable en application des dispositions de la présente convention. Le destinataire a le choix de s'adjoindre un conseiller en sécurité de l'information, responsable de l'exécution de la politique de sécurité du destinataire, soit en son sein, soit auprès d'un tiers spécialisé nommément désigné vu que cette personne sera normalement le premier contact en cas de problèmes. Ce conseiller en sécurité peut aussi être choisi au niveau sectoriel pour plusieurs destinataires.
- b) Par la signature de la présente convention, le destinataire s'est assuré que les réseaux auxquels sont connectés les équipements impliqués dans le traitement des données à caractère personnel garantissent la confidentialité et l'intégrité de celles-ci.
- c) Toute autre utilisation des données reçues que celle(s) prévue(s) à la présente convention est strictement interdite et conduit à l'annulation pure et simple de la présente convention en application du point 14 de celle-ci (clause de nullité – sanction).
- d) La Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports se réserve le droit de mener des audits et des enquêtes par sondages, au besoin auprès des personnes concernées par le traitement de leurs données à caractère personnel mais aussi auprès du destinataire, afin de contrôler si ce dernier respecte ses engagements vis-à-vis de la présente convention.
- e) Le destinataire des données, en cette qualité, s'engage à accorder à tout moment, un droit de regard à la DIV, à la CPVP et au CSAF ainsi qu'à leurs représentants désignés sur tous les documents considérés comme pertinents pour ces services, et à répondre à toutes leurs questions. Le cas échéant, ces personnes peuvent effectuer une visite ou une consultation sur place, annoncée à l'avance ou non, afin de contrôler le respect des conditions stipulées dans la présente convention dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel.
- f) La DIV et le destinataire, en tant que responsables du traitement, et leurs sous-traitants éventuels, prennent les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non-autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que la modification, l'accès et tout autre traitement non-autorisé de données à caractère personnel.  
Le niveau de protection doit être proportionné à l'état de la technique en la matière, aux frais qu'il engendre, à la nature des données et aux risques potentiels.
- g) Le destinataire ou son sous-traitant éventuel ont l'obligation d'établir un plan de sécurité et de répertorier toute question ou réclamation reçue relative à la sécurité des données à caractère personnel ; de même, tout incident éventuel doit être répertorié.

En cas d'incidents sérieux ou répétitifs quant à la sécurité des données à caractère personnel (violation) dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel, ceux-ci doivent être communiqués au fournisseur (la DIV). Ce dernier estime s'il y a lieu d'avertir les autorités judiciaires compétentes, en tenant compte des dispositions pénales prévues aux articles 37 à 43 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée. La notification faite aux autorités judiciaires par le fournisseur de données décrira les conséquences de la violation et les mesures proposées ou prises pour y remédier.

### **13. DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

- a) La présente convention est conclue pour une durée indéterminée et prend cours à la date de sa signature par les deux parties.
- b) Elle peut être résiliée par une des parties moyennant un préavis de 3 mois sauf dispositions expresses indiquées au point 14 de la présente convention (clause de nullité – sanction).

### **14. CLAUSE DE NULLITÉ - SANCTION**

Si les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée ou si les dispositions de la présente convention ne sont manifestement pas respectées, la DIV, en tant que fournisseur, se réserve le droit d'interrompre, sur le champ et suite aux contrôles qu'elle aura effectués conformément aux points 12.e et 12.f de cette convention, la communication de données au destinataire et lui en notifie les raisons par courrier postal recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception.

De par cette notification, la convention conclue entre le destinataire et la DIV devient nulle et non avenue.

Tous les différends qui trouvent leur origine dans la présente convention et qui ne peuvent être résolus aux termes de celle-ci sont du ressort des tribunaux de Bruxelles.

### **15. ANNEXES**

Toute annexe pourra décrire, au besoin et dans le détail, la portée de la collaboration, la durée éventuelle du projet, les conditions à remplir et moyens à mettre en œuvre par chacune des parties.

*Sont joints :*

- L'autorisation du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale au sujet de la présente convention.

### **16. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

Le traitement des données ainsi recueillies s'effectuera conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à ses arrêtés d'application, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le destinataire s'engage à n'utiliser les données reçues de la DIV que pour la(les) finalité(s) et à la(aux) condition(s) décrite(s) dans l'autorisation du CSAF.

## 17. TRANSPARENCE

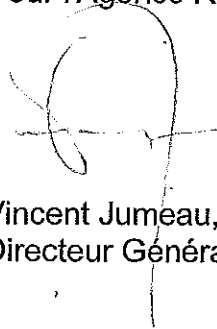
- a) Les parties concernées par la convention ainsi conclue marquent leur accord pour que celle-ci figure intégralement sur le site Internet du SPF Mobilité et Transports, dénommé [www.mobilit.fgov.be](http://www.mobilit.fgov.be).
- c) Des exemplaires « papiers » de cette convention sont également disponibles sur simple demande écrite à la DIV ou au destinataire aux adresses postales indiquées aux points 2.a et 2.b de la présente convention ou aux adresses électroniques «[help.DIV@mobilit.fgov.be](mailto:help.DIV@mobilit.fgov.be) » ou «[alain.martens@netbrussel.be](mailto:alain.martens@netbrussel.be) ».

## 18. DIFFÉRENCES INTERPRÉTATIVES DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Les parties contractantes s'engagent à trouver une solution aux difficultés qui pourraient surgir quant aux différences d'interprétation de la présente convention, de ses annexes et de ses avenants. En cas de situation conflictuelle générée par des différents sur l'interprétation de cette convention, avantage sera toujours accordé à la résolution du CSAF.

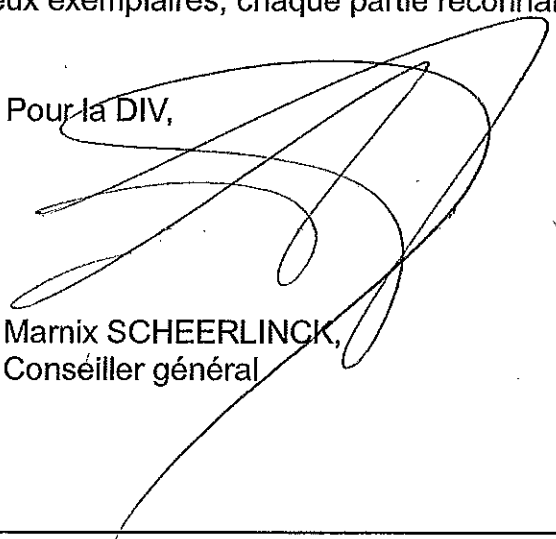
Fait à Bruxelles, le 17 décembre 2012 en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour l'Agence Régionale pour la Propreté,



Vincent Jumeau,  
Directeur Général

Pour la DIV,



Marnix SCHEERLINCK,  
Conséiller général







## Sectoraal comité voor de Federale Overheid

Beraadslaging FO nr 29/2012 van 6 december 2012

**Betreft:** aanvraag ingediend door het Gewestelijk Agentschap "Net Brussel" om gemachtigd te worden om in het raam van de verbalisering van personen die inbreuken begaan inzake afvalbeheer sommige gegevens te raadplegen bij de Directie inschrijving van voertuigen van de FOD Mobiliteit en Vervoer (AF-MA-2012-068)

Het Sectoraal comité voor de Federale Overheid;

Gelet op de wet van 8 december 1992 *tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens* (hierna WVP), inzonderheid de artikelen 31*bis* en 36*bis*;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2003 *tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer*, inzonderheid artikel 18;

Gelet op de aanvraag van het Gewestelijk Agentschap "Net Brussel" ontvangen op 08/10/2012;

Gelet op de aanvraag van het technisch en juridisch advies gericht aan de Federale Overheidsdienst Fedict op 30/10/2012;

Gelet op het technisch en juridisch advies ontvangen op 03/12/2012;

Gelet op het verslag van de Voorzitter;

Beslist op 6 december 2012, na beraadslaging, als volgt:

## **I. ONDERWERP EN CONTEXT VAN DE AANVRAAG**

1. Op 8 oktober 2012 diende het Gewestelijk Agentschap "Net Brussel" (hierna "de aanvrager") bij het Comité een machtigingsaanvraag in om via haar cel "Recherche en Verbalisatie" (*sic*) toegang te verkrijgen tot sommige persoonsgegevens die opgeslagen zijn in de databank van de Directie inschrijving van voertuigen (hierna "de DIV") in het raam van de verbalisering van personen die inbreuken begaan inzake afvalbeheer.
2. De dienst "Recherche en Verbalisatie" (voorheen "externe controle") van het Agentschap had voorheen toegang tot de gegevens van de DIV in het raam van de vervolging van inbreuken op het afvalbeheer op basis van de Ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu. Deze toegang werd ingevolge wijzigingen aan het informaticasysteem van de DIV geschrapt.

## **II. ONDERZOEK VAN DE AANVRAAG**

### **A. ONTVANKELIJKHEID**

3. Krachtens artikel 36*bis* WVP, *"vereist elke elektronische mededeling van persoonsgegevens door een federale overheidsdienst of door een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die onder de federale overheid ressorteert een principiële machtiging van het bevoegd sectoraal comité"*.
4. Het is de taak van dit Comité om na te gaan *"of deze mededeling enerzijds nodig is voor de implementatie van de opdrachten die toevertrouwd worden door of krachtens de wet aan de vragende federale overheid en anderzijds of deze mededeling in zijn diverse aspecten compatibel is met al de geldige normen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wat de verwerking van de persoonsgegevens betreft."* (Parl. Doc. 50, 2001-2002, nr. 1940/004).
5. In onderhavig geval wordt een elektronische toegang gevraagd tot gegevens die zich bevinden in de databanken van de FOD Mobiliteit en Vervoer. Het Comité is derhalve bevoegd.

## **B. TEN GRONDE**

### **§ 1. Finaliteitsbeginsel**

6. Artikel 4, § 1, 2°, WVP laat de verwerking van persoonsgegevens slechts toe voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en de gegevens mogen bovendien niet verder worden verwerkt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden.
7. Momenteel is het Agentschap op basis van de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen (en voor deze datum op basis van de Ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen) en de Ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, belast met de bestrijding van inbreuken inzake afval op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
8. De dienst "Recherche en Verbalisatie" organiseert in het raam van deze strijd regelmatig toezicht in de buurt van plaatsen die als sluikstortplaatsen bekend staan met het oog op het betrappen van sluikstorters op heterdaad.
9. Om de sluikstorters te kunnen identificeren is het onontbeerlijk de titularissen te kunnen identificeren van de nummerplaten van bij de misdrijven gebruikte voertuigen.
10. Deze identificatie dient snel te kunnen gebeuren aangezien de Ordonnantie van 25 maart 1999 voorschrijft dat een kopie van het proces-verbaal binnen de tien dagen na de vaststelling dient te worden meegedeeld aan de vermoedelijke dader van de feiten.
11. De op deze vaststellingen gebaseerde verbalisering wordt overgezonden aan de sectie ECOFIN van het Parket te Brussel. De procedure kan aanleiding geven tot correctionele of administratieve vervolging.
12. Het Comité besluit dat dit doeleinde welbepaald en uitdrukkelijk omschreven is en dat de gevraagde gegevens enkel voor dit doeleinde mogen worden verwerkt.
13. Het Comité stelt vast dat:

- de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen<sup>1</sup> voorziet in een opsporing en vaststelling van de misdrijven en in strafrechtelijke sancties en bepaalt onder meer in haar artikel 18 " *Het is verboden om afvalstoffen achter te laten op een openbare of privéplaats buiten de plaatsen die hiertoe door de bevoegde administratieve overheid voorzien zijn of zonder de bepalingen betreffende het beheer van afvalstoffen na te leven*";
- de Ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu<sup>2</sup> bepaalt de wijze waarop de ambtenaren belast met het toezicht worden aangeduid alsook hun opdrachten en hun opsporingsmiddelen;
- de Wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen bepaalt het volgende: " *De Kruispuntbank heeft tot doel om enerzijds de opspoorbaarheid van voertuigen te waarborgen (...) en anderzijds om op elk ogenblik de eigenaar ervan, de aanvrager en de titularis van hun inschrijving te identificeren, alsook de gegevens betreffende hun goedkeuring te achterhalen teneinde: (...)7° de opsporing, de strafrechtelijke vervolging en de strafuitvoering van de misdrijven mogelijk te maken; (...)*"<sup>3</sup>

14. De voormelde Wet van 19 mei 2010 is echter nog niet in werking getreden (cf. artikel 40 van deze wet). Het Comité meent dat – zodra deze inwerkingtreding een feit zal zijn – de raadpleging van de gegevens van de DIV door de begunstigden van onderhavige beraadslaging hoe dan ook conform zal zijn aan artikel 4, § 1, 2° van de WVP.

15. Zolang de voormelde Wet van 19 mei 2010 niet in werking is getreden, dient rekening te worden gehouden met het Koninklijk besluit van 20 juli 2001 *betreffende de inschrijving van voertuigen*<sup>4</sup>. Dit koninklijk besluit bevat eveneens een opsomming van de doeleinden waarvoor de DIV gegevens mag verwerken doch er is in de huidige context in geen enkele expliciete mogelijkheid voorzien om een toegang te verlenen aan de begunstigden van onderhavige beraadslaging.

16. Het Comité onderstreept dat naast de primaire doeleinden die opgesomd werden in het Koninklijk besluit van 20 juli 2001, latere verwerkingen van gegevens van de DIV eveneens mogelijk zijn krachtens artikel 4, § 1, 2° van de WVP, op voorwaarde dat zij niet onverenigbaar zijn met de oorspronkelijke doeleinden. Bij de beoordeling van deze

<sup>1</sup> B.S., 27 juni 2012

<sup>2</sup> B.S., 24 juni 1999

<sup>3</sup> Artikel 5, 7° van de Wet van 19 mei 2010 *houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen*, B.S., 28 juni 2010

<sup>4</sup> Dit koninklijk besluit regelt momenteel nog de toegang tot de bedoelde gegevens en dit in afwachting van de inwerkingtreding van de Wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen.

verenigbaarheid dient rekening gehouden te worden met alle relevante factoren zoals de redelijke verwachtingen van de betrokkene en de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen<sup>5</sup>.

17. Aangezien de bedoelde verwerkingen van gegevens van de DIV effectief gebaseerd zijn op wettelijke en reglementaire bepalingen – te weten de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen en de Ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu -, besluit het Comité dat de doeleinden die beoogd worden door de begunstigen van onderhavige beraadslaging, in het onderhavig reglementair kader evenmin onverenigbaar zijn met de primaire doeleinden waarvoor de gegevens van de DIV worden bewaard.

## **§2. PROPORTIONNALITEITSBEGINSEL**

### ***2.1. Aard van de gegevens***

18. Artikel 4, § 1, 3° van de WVP stelt dat persoonsgegevens toereikend, ter zake dienend en niet overmatig dienen te zijn, uitgaande van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of waarvoor zij verder worden verwerkt.
19. De begunstigen van de onderhavige beraadslaging wensen mededeling te verkrijgen van de naam, de voornaam en het adres van de titularis van de nummerplaat van de wagen en het merk van het voertuig dat overeenstemt met de inschrijving, teneinde de daders van misdrijven inzake afvalbeheer op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te identificeren en te vervolgen.
20. Het Comité stelt vast dat deze gegevens noodzakelijk zijn om de begunstigen van de onderhavige beraadslaging toe te laten de persoon terug te vinden op wiens naam het voertuig is ingeschreven zodat de dossiers die opgemaakt worden door de dienst "Recherche en Verbalisatie" kunnen overgezonden worden aan het parket van Brussel en aanleiding kunnen geven tot correctionele vervolging of administratieve boetes. Het Comité meent dan ook dat de gegevens die door de DIV zullen meegedeeld worden toereikend, ter zake dienend en niet overmatig zijn (cf. artikel 4, § 1, 3° van de WVP), in het licht van het doeleinde waarvoor zij zullen worden verwerkt.

---

<sup>5</sup> Bovendien kan het Comité op basis van artikel 18 van deze Wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen, een machtiging verlenen aan een aanvrager, niet alleen voor het vervullen van opdrachten van algemeen belang die hem zijn opgedragen krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie, maar eveneens voor de opdrachten die door het sectoraal comité uitdrukkelijk als zodanig werden erkend (naar analogie met de bevoegdheid die in artikel 5 van de Wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen verleend werd aan het Sectoraal comité van het Rijksregister).

21. Het Comité vestigt niettemin de aandacht van de aanvrager op het feit dat het gegeven "adres" van de betrokkene gecontroleerd zou moeten worden bij het Rijksregister, zijnde de authentieke bron van dit gegeven, teneinde zich ervan te vergewissen dat dit adres nog steeds correct en actueel is.
22. Het Comité vestigt er bovendien de aandacht op dat de ingezamelde gegevens beschouwd worden als gerechtelijke gegevens in de zin van de WVP indien zij ingezameld of verwerkt worden om een zaak aanhangig te maken bij het gerecht of indien zij aanleiding kunnen geven tot administratieve sancties.
23. Er wordt bijgevolg aanbevolen dat de begunstigden van de huidige beraadslaging die de gegevens van de DIV ontvangen de bijzondere voorwaarden zouden eerbiedigen die betrekking hebben op dit type verwerkingen. Deze voorwaarden zijn opgenomen in artikel 25 van het Koninklijk besluit van 13 februari 2001 houdende uitvoering van de WVP. Krachtens dit artikel moet de verantwoordelijke voor de verwerking duidelijk de categorieën personen aanduiden die toegang hebben tot de gegevens en hun functie moet daarbij nauwkeurig worden omschreven. De lijst van de categorieën personen moet ter beschikking worden gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. (hierna "de Commissie"). De verantwoordelijke moet er bovendien over waken dat die aangeduide personen door een wettelijke, statutaire of contractuele verplichting gehouden zijn tot het waarborgen van de vertrouwelijkheid van de gegevens.

## **2.2. Bewaringstermijn van de gegevens**

24. Betreffende de bewaringstermijn van de gegevens herinnert het Comité er aan dat de gegevens niet langer bewaard mogen worden dan nodig voor het verwezenlijken van het doeleinde waarvoor ze werden ingezameld (artikel 4, § 1, 5°, WVP).
25. De begunstigden van de onderhavige machtiging wensen de gegevens te bewaren gedurende de strafrechtelijke of administratieve procedure, met een maximum van vijf jaar, zijnde de gebruikelijke verjaringstermijn inzake misdrijven.

## **2.3. Frequentie van de toegang en de duur van machtiging**

26. De aanvrager wenst te beschikken over een permanente toegang. Het Comité stelt vast dat dit gepast is in het licht van de verwezenlijking van de vermelde doeleinden (artikel 4, § 1, 3°, van de WVP), aangezien de ambtenaren van de cel "Recherche en Verbalisatie" dagelijks

vaststellingen doen en op elk moment geconfronteerd kunnen worden met een betrapting op heterdaad. Gelet op de opgelegde wettelijke termijn voor mededeling van een kopie van het oorspronkelijke proces-verbaal aan de vermoedelijke overtreder (10 dagen) dient de toegang tot de gegevens op elk ogenblik te kunnen gebeuren.

27. Uit de aanvraag blijkt eveneens dat een toegang voor onbepaalde duur wordt gevraagd. De opdrachten van de aanvrager zijn immers niet beperkt in de tijd. Het Comité is dan ook van oordeel dat voor de verwezenlijking van de vermelde doeleinden een machtiging voor onbepaalde duur gepast is (artikel 4, § 1, 3° WVP).

#### ***2.4. Bestemmingen en/of derden waaraan gegevens worden meegedeeld***

28. De van de DIV ontvangen gegevens zullen enerzijds intern verwerkt worden door de cel "Recherche en Verbalisatie" en zullen anderzijds meegedeeld worden aan het parket van Brussel dat op zijn beurt beslist over het gevolg dat aan het dossier wordt verleend.
29. Het Comité onderstreept overigens dat – zoals reeds vermeld in punt 23 van de onderhavige beraadslaging – de begunstigen van onderhavige beraadslaging een lijst ter beschikking van de Commissie moeten houden met de categorieën personen die toegang hebben tot de gegevens van de DIV.

### **§ 3. TRANSPARANTIEBEGINSEL (artikelen 4, § 1, 1° en 9 tot 15bis van de WVP)**

30. Het Comité herinnert eraan dat een eerlijke verwerking van gegevens een verwerking is die gebeurt op een transparante wijze. De verplichte kennisgeving vormt één van de hoekstenen van een transparante verwerking.
31. In onderhavig geval zullen de geplande gegevensverwerkingen verricht worden met het oog op de toepassing van bepalingen voorgeschreven door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie. Op grond van artikel 9, § 2, 2de lid, b) van de WVP is in een dergelijke situatie een vrijstelling van de informatieplicht van kracht.
32. Deze vrijstelling belet evenwel niet dat het Comité kan nagaan of er in passende waarborgen werd voorzien om de fundamentele rechten van de betrokkenen te vrijwaren. Zo verduidelijkt de aanvrager dat de geverbaliseerde personen een kopie ontvangen van het oorspronkelijke proces-verbaal waarmee zij er onder meer van worden in kennis gesteld dat zij geïdentificeerd werden op basis van hun nummerplaat.

## §4. BEVEILIGING

### 4.1. Op het niveau van het Gewestelijk Agentschap "Net Brussel" /de aanvrager

33. Uit de door de aanvrager meegedeelde documenten blijkt dat deze over een consulent inzake informatiebeveiliging beschikt alsook over een algemeen beveiligingsbeleid en een plan voor de toepassing ervan. Het Comité heeft hiervan akte genomen.

### 4.2. Op het niveau van de DIV

34. De aanvrager heeft geen enkele informatie meegedeeld betreffende de beveiligingsaspecten op het niveau van de DIV. Uit de zeer recente beraadslaging FO nr. 25/2012 van 20 september 2012 blijkt evenwel dat de DIV over een beveiligingsbeleid en over een consulent inzake informatiebeveiliging beschikt. Het Comité neemt hiervan eveneens akte.

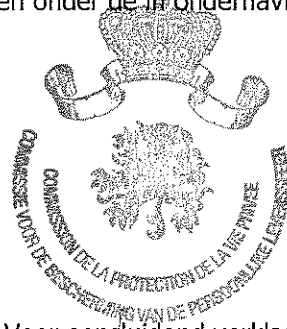
## OM DEZE REDENEN

### het Comité

**machtigt** het Gewestelijk Agentschap "Net Brussel" en de DIV om de in de aanvraag beoogde gegevensverwerking uit te voeren onder de in onderhavige beraadslaging bepaalde voorwaarden.

De Wnd. Administrateur,

(get.) Patrick Van Wouwe



De Voorzitter,

(get.) Willem Debeuckelaere

Voor eensluidend verklaard afschrift:

Patrick Van Wouwe,

Afdelingshoofd ORM 12.12.2012





## Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

### Délibération AF n° 29/2012 du 6 décembre 2012

**Objet:** demande formulée par l'Agence régionale pour la propreté « Bruxelles-Propreté » afin de se voir autorisée à consulter certaines données enregistrées auprès de la Direction pour l'immatriculation des véhicules du SPF Mobilité et Transports dans le cadre de la verbalisation des personnes se livrant à des infractions en matière de gestion des déchets (AF-MA-2012-068)

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après LVP), en particulier les articles 31 *bis* et 36 *bis* ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2003 *fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée*, en particulier l'article 18 ;

Vu la demande de l'Agence régionale pour la propreté « Bruxelles-Propreté » reçue le 08/10/2012;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Fedict en date du 30/10/2012;

Vu l'avis technique et juridique reçu le 03/12/2012;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 06/12/2012:

## I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE

1. Le 08 octobre 2012, l'Agence régionale pour la propreté « Bruxelles-Propreté » (dénommée ci-après "le demandeur") a introduit une demande d'autorisation auprès du Comité afin d'accéder, via sa cellule « Recherche et verbalisation » à certaines données à caractère personnel enregistrées dans la banque de données de la Direction pour l'immatriculation des véhicules (ci-après "la DIV") dans le cadre de la verbalisation des personnes se livrant à des infractions en matière de gestion des déchets .
2. Le service «Recherche et verbalisation» (anciennement «Contrôle externe») de l'Agence avait précédemment accès aux données de la DIV dans le cadre de la poursuite des infractions en matière de déchets sur pied de l'Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement. Cet accès a été supprimé suite aux modifications du système informatique de la DIV.

## II. EXAMEN DE LA DEMANDE

### A. RECEVABILITÉ

3. En vertu de l'article 36bis de la LVP, *"toute communication électronique de données personnelles par un service public fédéral ou par un organisme public avec personnalité juridique qui relève de l'autorité fédérale, exige une autorisation de principe (du comité sectoriel compétent)"*.
4. Il incombe à ce Comité de vérifier *"que ladite communication, d'une part, est nécessaire à la mise en œuvre des missions confiées, par ou en vertu de la loi, à l'autorité fédérale demanderesse et, d'autre part, que cette communication, en ses divers aspects, est compatible avec l'ensemble des normes en vigueur en matière de protection de la vie privée en ce qui concerne le traitement de données personnelles."* (Doc. Parl. 50, 2001-2002, n° 1940/004).
5. En l'occurrence, un accès électronique est demandé aux données qui se trouvent dans des banques de données du SPF Mobilité et Transports. Le Comité est dès lors compétent.

## **B. QUANT AU FOND**

### **§ 1. PRINCIPE DE FINALITÉ**

6. L'article 4, § 1, 2° de la LVP ne permet le traitement de données à caractère personnel que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et les données ne peuvent en outre pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités.
7. L'Agence est chargée, actuellement sur base de l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets (et avant cette date sur base de l'Ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et la gestion des déchets) et de l'Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, de la lutte contre la délinquance en matière de déchets sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.
8. Dans le cadre de cette lutte, le service « Recherche et Verbalisation » organise régulièrement des surveillances autour de points connus pour des lieux de dépôts sauvages en vue d'y surprendre les auteurs en flagrant délit.
9. Afin d'identifier les auteurs des dépôts sauvages, il est indispensable de pouvoir identifier les titulaires des plaques de véhicules utilisés lors de la commission des délits.
10. Cette identification doit pouvoir se faire rapidement, l'Ordonnance du 25 mars 1999 imposant la communication d'une copie du procès-verbal à l'auteur présumé des faits dans un délai de dix jours à dater de la constatation de l'infraction.
11. La verbalisation basée sur ces constats est transmise à la section ECOFIN du Parquet de Bruxelles. La procédure peut donner suite à des poursuites correctionnelles ou administratives.
12. Le Comité estime que cette finalité est déterminée et explicite et souligne que les données demandées ne peuvent être traitées qu'en vue de cette finalité.
13. Le Comité constate que :
  - l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets<sup>1</sup> prévoit une recherche et une constatations des infractions et des sanctions pénales et stipule plus

---

<sup>1</sup> M.B., 27 juin 2012

particulièrement en son article 18 qu' « *il est interdit d'abandonner un déchet dans un lieu public ou privé en dehors des emplacements autorisés à cet effet par l'autorité compétente ou sans respecter les dispositions relatives à la gestion des déchets* » ;

- l'Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement<sup>2</sup> précise la manière dont les agents chargés de la surveillance sont désignés ainsi que leurs missions et moyens d'investigation ;
- la loi du 19 mai 2010 *portant création de la Banque-Carrefour des véhicules* dispose ce qui suit : "La Banque-Carrefour a pour objectif, d'une part, d'assurer la traçabilité des véhicules (...) et, d'autre part, d'identifier à tout moment leur propriétaire, le demandeur et le titulaire de leur immatriculation, ainsi que de retrouver les données concernant leur homologation afin de : (...)7° faciliter la recherche, la poursuite pénale et l'application des peines des infractions; (...)"<sup>3</sup>.

14. La loi du 19 mai 2010 précitée n'est toutefois pas encore entrée en vigueur (cf. l'article 40 de cette loi). Le Comité estime que – dès que cette entrée en vigueur aura eu lieu – la consultation des données de la DIV par les bénéficiaires de la présente délibération sera quoi qu'il en soit conforme à l'article 4, § 1, 2° de la LVP.

15. Tant que la loi du 19 mai 2010 précitée n'est pas entrée en vigueur, il faut tenir compte de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 *relatif à l'immatriculation de véhicules*<sup>4</sup>. Cet arrêté royal contient également une énumération des finalités pour lesquelles la DIV peut traiter des données, mais aucune possibilité explicite n'est toutefois prévue pour octroyer un accès dans le présent contexte aux bénéficiaires de la présente délibération.

16. Le Comité souligne qu'outre les finalités primaires énumérées dans l'arrêté royal du 20 juillet 2001, des traitements ultérieurs de données de la DIV sont également possibles en vertu de l'article 4, § 1, 2° de la LVP, à condition qu'ils ne soient pas incompatibles avec les finalités initiales. Lors de l'appréciation de cette compatibilité, il faut tenir compte de tous les facteurs pertinents, notamment des prévisions raisonnables de l'intéressé et des dispositions légales et réglementaires applicables<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> M.B., 24 juin 1999

<sup>3</sup> Article 5, 7° de la loi du 19 mai 2010 *portant création de la Banque-Carrefour des véhicules*, M.B., 28 juin 2010

<sup>4</sup> Cet arrêté royal régit encore actuellement l'accès aux données en question, et ce en attendant l'entrée en vigueur de la loi du 19 mai 2010 *portant création de la Banque-Carrefour des véhicules*.

<sup>5</sup> En outre, le Comité peut, sur la base de l'article 18 de cette loi du 19 mai 2010 *portant création de la Banque-Carrefour des véhicules*, accorder une autorisation à un demandeur, non seulement pour accomplir des missions d'intérêt général qui lui sont confiées en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, mais aussi pour les missions reconnues expressément

17. Étant donné que les traitements envisagés de données de la DIV se fondent effectivement sur des dispositions légales et réglementaires – à savoir l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et l'Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement –, le Comité conclut que les finalités envisagées par les bénéficiaires de la présente délibération, ne sont pas non plus incompatibles dans le présent cadre réglementaire avec les finalités primaires pour lesquelles les données de la DIV sont conservées.

## **§ 2. PRINCIPE DE PROPORTIONNALITÉ**

### ***2.1. Nature des données***

18. L'article 4, § 1, 3° de la LVP stipule que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont obtenues et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.

19. Les bénéficiaires de la présente délibération souhaitent obtenir le nom, le prénom et l'adresse du titulaire du numéro d'immatriculation du véhicule et la marque du véhicule correspondant à l'immatriculation afin d'identifier et de poursuivre les auteurs de délits en matière de gestion des déchets sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

20. Le Comité constate que ces données sont nécessaires pour permettre aux bénéficiaires de la présente délibération de retrouver la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé afin que les dossiers établis par le service « Recherche et verbalisation » soient transmis au Parquet de Bruxelles et puissent donner lieu à des poursuites correctionnelles ou à des amendes administratives. Il estime donc que les données qui seront communiquées par la DIV sont adéquates, pertinentes et non excessives (cf. l'article 4, § 1, 3° de la LVP), à la lumière de la finalité pour laquelle elles seront utilisées.

21. Le Comité attire toutefois l'attention du demandeur sur le fait que la donnée « adresse » de la personne concernée devrait faire l'objet d'une vérification auprès du Registre national, source authentique de cette donnée, afin de s'assurer de son exactitude et de son caractère actuel.

22. Le Comité attire en outre l'attention sur le fait que les données collectées sont considérées comme étant des données judiciaires, au sens de la LVP, si elles sont collectées ou traitées pour porter une affaire en justice ou si elles peuvent donner lieu à des sanctions administratives.
23. Il est dès lors recommandé que les bénéficiaires de la présente délibération qui reçoivent les données de la DIV respectent les conditions particulières relatives à ce type de traitements. Ces conditions sont énoncées à l'article 25 de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la LVP. En vertu de cet article, le responsable du traitement doit désigner clairement les catégories de personnes qui ont accès aux données et leur fonction doit être décrite avec précision. La liste des catégories de personnes doit être tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée (ci-après "la Commission"). Le responsable doit en outre veiller à ce que ces personnes désignées soient tenues à une obligation légale, statutaire ou contractuelle quant à la confidentialité des données.

## ***2.2. Délai de conservation des données***

24. En ce qui concerne le délai de conservation des données, le Comité rappelle que les données ne peuvent être conservées au-delà de la durée nécessaire à la réalisation de la finalité pour laquelle elles ont été collectées (article 4, § 1, 5° de la LVP).
25. Les bénéficiaires de la présente délibération souhaitent conserver les données durant la durée de la procédure pénale ou administrative, avec un maximum de cinq ans, correspondant au délais de prescription habituel en matière de délits.

## ***2.3. Fréquence de l'accès et durée de l'autorisation***

26. Le demandeur souhaite disposer d'un accès permanent. Le Comité constate que cela est approprié à la lumière de la réalisation des finalités indiquées (article 4, § 1, 3° de la LVP), étant donné que les agents de la cellule « Recherche et verbalisation » procèdent quotidiennement à des constats et peuvent à tout moment être confrontés à un flagrant délit. Vu le délai légal imposé pour la communication d'une copie du procès-verbal initial au contrevenant présumé (10 jours) l'accès aux données doit pouvoir se faire à tout moment.
27. Il ressort également de la demande qu'un accès pour une durée indéterminée est demandé. Les missions du demandeur ne sont en effet pas limitée dans le temps. Le Comité estime donc qu'une autorisation d'une durée indéterminée, en vue de la réalisation des finalités indiquées, est appropriée (article 4, § 1, 3° de la LVP).

#### **2.4. Destinataires et/ou tiers auxquels des données sont communiquées**

28. Les données reçues de la DIV seront d'une part traitées en interne par la Cellule « Recherche et verbalisation » et seront d'autre part communiquées au Parquet de Bruxelles afin que celui-ci décide des suites à donner au dossier.
29. Le Comité souligne par ailleurs que – comme déjà indiqué au point 23 de la présente délibération – les bénéficiaires de la présente délibération doivent tenir à la disposition de la Commission une liste reprenant les catégories de personnes qui ont accès aux données de la DIV.

#### **§ 3. PRINCIPE DE TRANSPARENCE** (articles 4, § 1, 1<sup>o</sup> et 9 à 15<sup>bis</sup> de la LVP)

30. Le Comité rappelle qu'un traitement de données loyal est un traitement qui se fait de manière transparente. L'obligation d'information constitue une des pierres d'angle d'un traitement transparent.
31. Les traitements de données envisagés seront toutefois effectués ici en vue de l'application de dispositions prescrites par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. En vertu de l'article 9, § 2, 2<sup>e</sup> alinéa, b) de la LVP, une dispense de l'obligation d'information s'applique dans une telle situation.
32. Cette dispense n'empêche toutefois pas que le Comité puisse vérifier l'existence de garanties appropriées en vue de protéger les droits fondamentaux des personnes concernées. Ainsi, le demandeur précise que les personnes verbalisées reçoivent une copie du procès-verbal initial les informant notamment de leur identification sur base de la plaque d'immatriculation.

#### **§ 4. SÉCURITÉ**

##### **4.1. Au niveau de l'agence régionale pour la propreté « Bruxelles Propreté »/du demandeur**

33. Il ressort des documents communiqués par le demandeur que ce dernier dispose d'un conseiller en sécurité de l'information ainsi que d'une politique de sécurité générale et d'un plan en application de celle-ci. Le Comité en a pris acte.

#### 4.2. Au niveau de la DIV

34. Le demandeur n'a fourni aucune information concernant les aspects liés à la sécurité au niveau de la DIV. Il ressort toutefois de la très récente délibération AF n° 25/2012 du 20 septembre 2012 que la DIV dispose d'un conseiller en sécurité de l'information ainsi que d'une politique de sécurité. Le Comité en prend à nouveau acte.

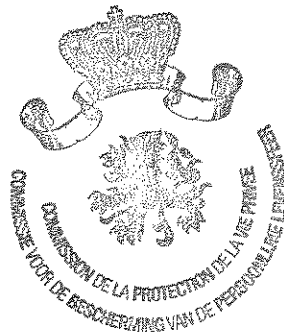
#### PAR CES MOTIFS,

#### le Comité

**autorise** l'Agence régionale pour la propreté « Bruxelles-Propreté » et la DIV à réaliser le traitement de données visés dans la demande d'autorisation aux conditions fixées dans celle-ci.

L'Administrateur f.f.,

(sé) Patrick Van Wouwe



Le Président,

(sé) Willem Debeuckelaere

Pour copie certifiée conforme :

Patrick Van Wouwe,  
Chef de section OMR 12.12.2012